

LA PHRASE

99

Je préfère que les pères, quand ils sont dans le doute, fassent le test le plus tôt possible.



René Schlechter, médiateur pour les droits de l'enfant

CHIFFRE

15

Le nombre moyen de tests de paternité pratiqués chaque année au Laboratoire national de santé, sur ordonnance du tribunal.

LE B.A.-BA



Quand un doute survient ou perdure sur la paternité d'un enfant, il vaut mieux clarifier les choses plutôt que de laisser l'incertitude envenimer la vie de famille. L'analyse génétique peut apporter des certitudes. Le Luxembourg a fait le choix d'encadrer strictement ces pratiques. Un rempart contre les excès, qui ne les empêche pas pour autant.

La volonté de savoir

Les tests de paternité: sauvages avant la naissance, strictement encadrés après

Jérôme Quiqueret



Photo: Isabella Finzi

Pour contester ou rechercher une paternité, le passage par le tribunal est obligatoire

Un acte médical inaccessible au Luxembourg. Une tempête psychologique qui ne peut être apaisée qu'à l'étranger. La situation de femmes enceintes souhaitant vérifier qui est le père de l'enfant qu'elles portent pourrait rappeler la situation passée des femmes désireuses d'avorter. Le résultat peut toutefois être inverse.

Quand en 2012, l'avortement fut une première fois libéralisé, avant d'être facilité en 2014, les premiers tests prénataux non invasifs de paternité circulaient déjà. Des sociétés privées étrangères, belges et anglaises notamment, ont vite vu l'usage commercial qu'elles pouvaient faire de nouvelles technologies permettant de détecter et analyser l'ADN foetal circulant dans le sang de la mère.

La recherche avait été menée d'abord pour des raisons médicales. Ce test est aujourd'hui un moyen de dépistage de la trisomie. Il faut, pour l'engager, qu'un doute existe, après examen échographique.

C'est aussi le doute qui conduit de jeunes femmes à se laisser tenter par les promesses d'une paternité attestée dans les limites imposées d'une interruption volontaire de grossesse.

Au planning familial, il y a beaucoup plus d'appels au standard qu'il n'y a de visiteuses qui s'adressent aux médecins pour savoir comment évacuer leurs doutes. «Beaucoup de recherches de paternité ne passent pas par la médecine», fait remarquer la directrice médicale du Planning familial, Brigitte Marchand.

Quand de jeunes femmes enceintes abordent le sujet avec elle, elle n'hésite pas à évoquer l'existence de tests prénataux disponibles à l'étranger. «Le test peut permettre

d'éviter une IVG. Cela peut sauver une grossesse», souligne-t-elle. Dans le doute, les femmes qui ont le désir d'être mères, ont plutôt tendance à ne pas courir le risque d'une révélation postnatale de leur infidélité et à pratiquer l'IVG. Sauver une grossesse dans ces circonstances, c'est préserver une femme enceinte des conséquences psychologiques de l'avortement.

Le test prénatal est toutefois inaccessible sans courage. «Des femmes ne veulent pas parler de leur sexualité au partenaire habituel, par peur de le perdre. Je pense qu'il faut sortir du silence. Ça soulage les femmes. Pour l'enfant c'est bien aussi. Moins il y a de secrets, mieux c'est. On arrive toujours à trouver des solutions», pense le docteur Marchand.

Le problème est qu'il faille recourir à des sociétés privées à l'étranger pour en avoir le cœur net. Sans garantie de fiabilité. En matière de test de paternité, le Luxembourg a une législation similaire à celle de la France. La recherche de paternité, dont le test est la preuve infaillible, doit être ordonnée par un juge et ne peut se faire qu'après la naissance.

C'est «plutôt un concept judiciaire» qu'une pratique légale de filiation, fait observer la substitut du procureur en charge de l'état civil et

de la filiation, Dominique Peters. En général, toutes les demandes sont acceptées au nom de la vérité biologique, en veillant à ce qu'aucun enfant ne se retrouve sans filiation. Cela se fait au détriment de la vérité sociologique, privilégiée par le code civil, largement remanié par la jurisprudence.

Spécialiste en filiation, l'avocate Deidre Du Bois trouve qu'en la matière, on a souvent trop vite fait de se débarrasser de la vérité sociologique. «La paternité c'est plus qu'un simple lien biologique», explique-t-elle.

Mais, dès qu'il y a incertitude, il faut réagir pour empêcher qu'elle mine la vie de famille, convie-t-elle. «Une fois que le doute est semé, il ne peut plus y avoir de relation normale avec l'enfant. Il faut clarifier les choses ou se taire à jamais.» L'avocate suggère à ses clients de faire un test en Belgique ou en Allemagne, où un simple consentement mutuel suffit, avant de se lancer dans la procédure judiciaire. Elle ne manque pas non plus de prévenir les pères qui contestent une paternité, «souvent par curiosité intellectuelle», qu'en se débarrassant de leurs devoirs, ils renoncent à leurs droits sur l'enfant.

Pour l'enfant, l'effet n'est pas à prendre à la légère. Le médiateur pour les droits de l'enfant, René Schlechter, a parfois l'occasion d'en constater les dégâts: «Je préfère que les pères, quand ils sont dans le doute, fassent le test le plus tôt possible, confie-t-il. Plus ils attendent, plus l'impact est grand. Il est déjà difficile de développer un lien équilibré avec l'enfant quand il y a un doute. Or, c'est très dur pour un enfant de 7-8 ans de se retrouver face à un papa qui se retire de sa vie.»

Le test peut permettre d'éviter une IVG. Ça peut sauver une grossesse.